

# Le coût politique caché du partage de pouvoir en République Démocratique du Congo

Alice Grégoire et  
Koen Vlassenroot



## SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS (ILS)

La série Insecure Livelihoods publie des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ces rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

## AUTEURS

Alice Grégoire est doctorante au Conflict Research Group (Université de Gand) et titulaire d'une bourse du FWO.

Koen Vlassenroot est professeur de sciences politiques et directeur du groupe de recherche sur les conflits à l'université de Gand.

## CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

## GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

[www.gicnetwork.be](http://www.gicnetwork.be)

## PUBLICATION

Editor : Koen Vlassenroot

Éditorial : Lee Gillette

Traduction : Martial Elfi Kashori

Designer : Marie Wynants, [achttien.eu](http://achttien.eu)

© 2025 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



Photo de couverture : Tous les murs de la ville sont recouverts d'affiches de campagne des très nombreux candidats aux élections – Bukavu, 2023. © Koen Vlassenroot et Alice Grégoire.

# Le coût politique caché du partage de pouvoir en République Démocratique du Congo

Alice Grégoire et  
Koen Vlassenroot



# Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1   INTRODUCTION</b>  | <b>5</b>  |
| <b>2   LE COÛT POLITIQUE DU PARTAGE DU POUVOIR</b>                                 | <b>7</b>  |
| <b>3   L'INCLUSION EN HÉRITAGE</b>   | <b>13</b> |
| <b>4   TOUT LE MONDE N'EN SORT PAS GAGNANT</b>                                     | <b>18</b> |
| <b>5   LA POLITIQUE PARTISANE :<br/>UN SEUL GRAND ACCORD INCLUSIF ?</b>            | <b>23</b> |
| <b>6   LE COÛT CACHÉ DU PARTAGE DU POUVOIR</b>                                     | <b>31</b> |
| <b>7   DE « DIVISER POUR MIEUX RÉGNER »<br/>À « MULTIPLIER POUR MIEUX RÉGNER »</b> | <b>34</b> |
| <b>8   CONCLUSION</b>  | <b>38</b> |
| <b>9   BIBLIOGRAPHIE</b>   | <b>41</b> |

Le 24 octobre 2024, Félix Tshisekedi, président récemment réélu de la République Démocratique du Congo (RDC), a annoncé publiquement pour la première fois son intention de modifier la constitution, affirmant qu'elle aurait été rédigée par des « étrangers dans un pays étranger » et suggérant qu'elle freinerait les efforts de lutte contre le Mouvement du 23 mars (M23) dans l'est du pays.<sup>1</sup> La constitution en question a été adoptée par référendum en décembre 2005 suivant les dispositions de l'Accord Global et Inclusif (AGI) de 2003 qui, officiellement, mettait fin à la deuxième guerre du Congo. Vingt ans après sa signature et l'intégration des principaux belligérants dans le système politique, la RDC a connu quatre cycles d'élections générales.

De récents développements nous obligent à interroger l'héritage de l'AGI dans le système politique actuel du Congo : d'abord le boycott des dernières élections par le parti politique de l'ancien président Joseph Kabila, puis l'annonce du président Tshisekedi de sa volonté de changer la constitution, et enfin, l'intention déclarée de Corneille Nangaa, *leader* de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC), de prendre le pouvoir à Kinshasa par la force, avec l'aide du M23.<sup>2</sup> Bien que les institutions actuelles résultant d'un accord de partage du pouvoir aient connu une certaine durabilité et stabilité, et même, permis le premier changement « pacifique » à la tête de l'État dans l'histoire du pays, les conflits violents en RDC n'ont pas pris fin avec la mise en œuvre de la

---

<sup>1</sup> <https://www.radiookapi.net/2024/10/24/emissions/dialogue-entre-congolais/kisangani-felix-tshisekedi-annonce-lavenement-dune>.

<sup>2</sup> RDC : le M23, à Goma "pour y rester", veut marcher "jusqu'à Kinshasa" | AFP Extrait <https://www.youtube.com/watch?v=9WFr-9YlmaGE>.

constitution de 2006. La guerre à l'est du pays s'est au contraire prolongée sous des formes plus fragmentées et violentes, jusqu'à redevenir aujourd'hui une menace sérieuse pour la stabilité du régime.

L'AGI et la stratégie institutionnelle résultant de la période de transition (2003-2006) ont profondément enchevêtré conflits armés et dynamiques politiques en RDC. Cela nous oblige à examiner de plus près leur interconnexion, non seulement pour mieux comprendre les processus politiques à Kinshasa, mais aussi pour révéler pleinement les facteurs de conflit à l'est du pays. Les deux décennies qui se sont écoulées depuis l'AGI et le récent appel présidentiel à un changement constitutionnel nous invitent à examiner « les coûts cachés du partage du pouvoir » engendrés par l'AGI (Tull & Mehler 2005). Ce rapport propose une analyse détaillée des dynamiques politiques « d'après-guerre » en RDC à la suite de l'AGI. Il a l'ambition de fournir une grille de lecture favorisant la compréhension des changements que ces dynamiques ont produit dans le système politique du Congo et dans les ressorts du conflit. L'analyse s'appuie sur une base de données répertoriant tous les membres de gouvernements congolais depuis le début de la période de transition en 2003. Bien que nous reconnaissons les limites d'une telle base de données (les membres du parlement, des gouvernements et parlements provinciaux et d'autres postes publics importants ne sont pas inclus dans la base de données), nous soutenons qu'elle nous permet de révéler comment le régime actuel, tout en s'inscrivant dans la perpétuation d'une politique caractérisée par l'inclusion, a initié la construction d'une stratégie de changement politique.

## Le coût politique du partage du pouvoir

Dans un article paru en 2005 dans *African Affairs*, Denis Tull et Andreas Mehler affirment que la logique des accords inclusifs montre que la violence armée peut être un moyen efficace pour les acteurs non étatiques d'acquérir des positions de pouvoir et d'accumulation économique en chevauchement. Dans de nombreux cas, les acteurs internationaux occidentaux, poursuivant leur logique de consolidation de la paix fondée sur le partage du pouvoir, ont accordé crédit et reconnaissance à ces groupes armés : ils les invitent aux pourparlers de paix et les intègrent dans des accords de partage du pouvoir. Ces mêmes groupes ont souvent développé des stratégies d'extraversion et ont eu recours à la violence pour se frayer un chemin jusqu'à la table des négociations et s'assurer des positions de pouvoir à la suite de la signature d'accords inclusifs (Tull & Mehler 2005).

Le cas de la RDC semble confirmer cette observation à bien des égards. Elle a connu plusieurs vagues de cooptation d'acteurs rebelles et armés au sein de ses forces de sécurité et de son arène politique institutionnelle. Un exemple notoire est l'intégration du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), le mouvement rebelle de Laurent Nkunda soutenu par le Rwanda, qui s'est transformé en 2009 en parti politique et a rejoint l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP), la plateforme politique de l'ancien président congolais de l'époque, Joseph Kabila. Après des négociations, les combattants du CNDP avaient été intégrés dans l'armée nationale et avaient mené des opérations conjointes avec les militaires rwandais contre les FDLR. En 2012, par mécontentement, certains d'entre eux ont formé un nouveau mouvement armé, le Mouvement du 23 mars (M23). Selon ces éléments, le

gouvernement congolais n'aurait pas pleinement mis en œuvre l'accord de 2009 avec le CNDP. Après que le M23 a brièvement occupé la ville de Goma, en novembre 2012, Kinshasa a réussi à galvaniser le soutien international et régional et à vaincre le groupe. En réponse, le M23 a renoncé à sa rébellion et le gouvernement congolais et le M23 ont accepté une série d'engagements.<sup>3</sup> Ceux-ci ont permis au M23 de se transformer en parti politique, mais n'incluaient pas la réintégration de ses combattants dans l'armée et ne promettaient pas de postes politiques de premier plan à ses dirigeants. Huit ans plus tard, en novembre 2021, le même groupe a relancé des opérations militaires contre l'État congolais, en raison, du moins en partie, de l'échec des tentatives visant à obtenir sa réintégration dans le système politico-militaire congolais. Les questions du sort des dirigeants du M23, ainsi que du soutien militaire rwandais, restent des obstacles majeurs aux pourparlers régionaux pour la paix, même si le M23 a désormais pris le contrôle d'une grande partie des provinces du Kivu.

Le cas du M23 suggère que les accords de partage du pouvoir peuvent alimenter de nouvelles violences dans le but d'accéder à des positions de pouvoir, ce qui est l'un des coûts cachés des accords de partage du pouvoir qu'ont identifiés Tull et Mehler. L'enchaînement des événements depuis novembre 2021 nous amène même à affirmer que l'AGI n'a pas réussi à imposer la voie de la compétition politique institutionnelle comme seule voie légitime d'accès au pouvoir. Une nouvelle alliance politico-militaire reposant sur le M23 a affirmé son intention de recourir aux armes pour prendre le pouvoir et renverser le régime en place. Le 15 décembre 2023, la création de l'AFC a été annoncée publiquement depuis Nairobi par son leader, Corneille Nangaa, ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), aux côtés du leader politique du M23, Bertrand Bisimwa. De même, l'ancien parti de Kabila, le PPRD, a décidé de boycotter les élections de 2023 et certains de ses membres ont rejoint l'AFC nouvellement créée.

Ignorer les demandes des chefs rebelles d'être davantage intégrés dans le système politique institutionnel tout en ne disposant pas des ressources

---

<sup>3</sup> Déclarations de Nairobi, 12 décembre 2013 ([https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFC9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2013\\_740.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFC9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2013_740.pdf)).



nécessaires pour les combattre s'est également avéré inefficace jusqu'à présent. Dans ce rapport, nous souhaitons donc insister sur un autre coût caché de la logique de partage du pouvoir, que Tull et Mehler n'avaient pas anticipé, à savoir le coût politique. Par coût politique, nous entendons la reproduction dans l'arène politique institutionnelle de la logique d'inclusion qui a présidé à la négociation de la paix entre les acteurs armés. Cette reproduction est telle que la capacité d'inclusion est devenue une ressource stratégique permettant à ceux qui la possèdent de contrôler, voire de diluer, la compétitivité du système politique. La polarisation au sein d'un tel système repose principalement sur la distinction entre les acteurs qui sont inclus et ceux qui ne le sont pas.

Cette polarisation tend à s'aligner sur un clivage opposant ceux qui ont hérité d'une lutte politique non armée pour la libéralisation et qui avaient été mis sur la touche par l'AGI, à ceux qui ont hérité de la conquête du pouvoir par la lutte armée. Pour la première fois depuis l'AGI, ces derniers sont de plus en plus marginalisés par l'arrivée au pouvoir des premiers. Le président Kabila n'avait pas pu se présenter constitutionnellement pour un troisième mandat, n'ayant pas réussi à contourner la constitution suite à des manifestations populaires massives et à la pression internationale. En janvier 2019, il a donc cédé le pouvoir à Félix Tshisekedi, le fils d'Etienne Tshisekedi, décédé en 2017, qui fut longtemps le chef de file de l'opposition politique, et le président de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), un parti d'opposition vieux de 40 ans. Ce transfert de pouvoir est le résultat d'un accord inattendu de dernière minute entre Tshisekedi et Kabila. Même si Félix Tshisekedi n'a pas remporté les élections présidentielles de décembre 2018, et a probablement terminé troisième (Englebert 2019), il s'est finalement avéré être la meilleure option pour Kabila (et pour une partie de la communauté internationale) pour maintenir son influence sur la scène politique congolaise, et pour maintenir la stabilité politique. Tshisekedi a nommé son partenaire de coalition Vital Kamerhe (le leader de l'Union pour la Nation Congolaise – UNC) comme chef de son cabinet, tandis que le Parlement restait largement dominé par le Front Commun pour le Congo (FCC), une coalition de partis politiques autour du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) de Kabila. Cette coalition a obtenu 341 sièges sur 500 à l'Assemblée nationale lors des élections législatives de 2018. Un gouvernement a été

formé à partir d'une vaste coalition entre le FCC et Cap pour le Changement (CACH), la coalition de l'UDPS de Tshisekedi et de l'UNC de Kamerhe. Fin 2020, Tshisekedi a réussi à rompre son « alliance de dépendance » avec l'ancien président Kabila, à former une majorité alternative au parlement par le biais d'une nouvelle vaste coalition appelée Union Sacrée de la Nation (USN), et à gagner son autonomie, à temps pour monopoliser les moyens d'organiser le prochain tour des élections en 2023 et d'assurer son prochain mandat. Sa stratégie s'est avérée payante : en décembre 2023, il a remporté l'élection présidentielle, obtenu une large majorité au Parlement et remporté la quasi-totalité des 26 postes de gouverneur de province, même si seulement deux des vainqueurs de sa coalition au pouvoir étaient membres de son propre parti, l'UPDS.

Tandis que, selon Tull et Mehler, « la relation (...) entre démocratie défectueuse et conflit violent est que la voie vers le pouvoir d'État dans les autocraties électorales est généralement fermée aux acteurs politiques non violents » (Tull & Mehler 2005 : 391), le cas de la RDC soulève au moins deux questions supplémentaires depuis l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi : comment expliquer que même lorsque l'un de ces acteurs politiques non violents (c'est-à-dire non armés) accède au pouvoir, la démocratie reste imparfaite et le conflit se ravive ? Et quel est l'héritage de la guerre et de l'accord inclusif dont héritent les nouvelles élites politiques en charge ? et comment sont-elles censées le gérer ?

En ce qui concerne la deuxième question, Tull et Mehler ont déjà noté que « les formules de partage du pouvoir permettent à de nombreux chefs rebelles de se comporter au pouvoir comme en temps de guerre (...), exploitant ainsi les revenus combinés provenant des rentes de paix et de souveraineté ainsi que des économies de guerre » (Tull & Mehler 2005 : 392-393). Cette observation, lorsqu'elle se réfère à la RDC, impliquerait que le principal héritage de l'AGI résiderait dans l'exercice et la compétition pour le pouvoir. En ce qui concerne la première question, deux éléments supplémentaires doivent être pris en considération : la manière dont les *élections* sont liées à cette « démocratie imparfaite » et aux conflits violents ; et, plus simplement, l'impact des influences et des actions extérieures.

Répondre en détail à ces questions supplémentaires dépasse le cadre de ce rapport, qui se concentre sur une meilleure compréhension des liens entre l'AGI et cette « démocratie défectueuse » en RDC. Dans ce rapport, nous soutenons que dans le contexte actuel, pour l'élite politique dirigée par Tshisekedi qui visait à gagner les élections, signer un nouvel accord inclusif avec une force rebelle (le M23), qui est soutenue par un pays étranger ayant une longue histoire de déstabilisation de la RDC, reviendrait à commettre un suicide électoral. Signer un accord inclusif avec l'AFC, en dépit de son agenda politique visant ouvertement à renverser le régime à Kinshasa, n'aurait tout simplement pas de sens non plus. Seulement, pour la même élite politique, ne pas signer d'accords capables de mettre fin à la guerre tout en manquant de ressources pour vaincre (ou même avoir une chance de vaincre) ses auteurs, n'a pas beaucoup plus de sens en termes de stratégie politique. Dans ces circonstances, politiser la guerre et militariser les élections s'est avéré être le moyen le plus simple et efficace de conserver le pouvoir en 2024. Comme nous l'expliquons dans ce rapport, les compromis politiques issus de cette stratégie ne peuvent qu'aboutir à la reproduction du système et des pratiques héritées de l'AGI, ce que nous expliquons comme le coût politique caché de l'AGI. L'AGI, en effet, a amalgamé l'inclusion et la paix, la paix et la démocratisation, et la démocratisation et les élections.

La plupart des observateurs considèrent la politique actuelle comme une simple continuité des dynamiques politiques congolaises qui étaient déjà en place sous l'ère Kabila et sous le règne de Mobutu. Ce rapport examine, à travers le prisme de la trajectoire de l'UDPS, les stratégies du régime Tshisekedi pour se démarquer du pouvoir de Kabila. Cette lecture permet de révéler dans cette continuité apparente une trajectoire vers un changement politique auquel, pendant des décennies d'opposition, le parti politique de Tshisekedi a aspiré.

Notre analyse est guidée par une base de données détaillée comprenant tous les individus ayant servi dans un gouvernement congolais depuis le début de la période de transition en 2003. La base de données contient 434 individus et pour chacun d'entre eux, des informations ont été recueillies sur leur trajectoire sociale (études, région d'origine, âge, etc.) et politique (partis politiques au fil du temps, gouvernements, élections législatives, etc.).

En constante construction, la base de données est alimentée par plusieurs sources triangulées, dont la *Biographie des acteurs politiques de la IIIème République* (Omasombo et al. 2009), des documents de la CENI accessibles au public, des informations en ligne recueillies par le projet Talatala et des articles de presse. En outre, l'analyse fournie dans ce rapport s'appuie sur plusieurs observations à Kinshasa en juin et juillet 2023 et à Bukavu en décembre 2023, au cours de la période précédant les élections. Nous comprenons que cette base de données n'inclut pas d'autres parties de l'élite politique congolaise, y compris les membres du parlement et des assemblées provinciales, les gouvernements provinciaux, et d'autres. Bien que nous reconnaissons que cette limite puisse avoir un impact sur notre analyse, nous pensons que le fait de se concentrer uniquement sur les membres des gouvernements congolais nous permet de comprendre des logiques plus larges de la dynamique politique actuelle qui pourrait éventuellement conduire à un changement politique.

L'AGI de 2003 a déclenché une nouvelle prolifération de partis politiques, une dynamique qui trouve ses racines dans le multipartisme résultant de l'annonce par l'ancien président Mobutu d'un processus de démocratisation en 1990. Au moment de cette annonce, le système politique du Zaïre était marqué par un arbitrage entre recherche de rente et loyauté politique, capable de transformer des actifs économiques en ressources politiques. Le régime s'appuyait sur la distribution stratégique de ressources et des stratégies de politique informelle, comme l'a noté Denis Tull, qui a souligné que la persistance du système provenait de réseaux complexes reliant les hauts fonctionnaires aux détenteurs du pouvoir local (Tull 2005 : 277). Ces réseaux fournissaient principalement des opportunités d'accès aux ressources plutôt que les ressources elles-mêmes. Mobutu s'appliquait à maintenir la stabilité au sein de la classe dirigeante tout en favorisant l'incertitude parmi ses membres, afin d'empêcher toute opposition. Ce système a été mis sous pression lorsque des soutiens étrangers ont conditionné leur aide à des réformes démocratiques et à une bonne gouvernance. Il convient toutefois de noter que le pouvoir de Mobutu était également de plus en plus contesté de l'intérieur. En raison du manque d'investissement et du pillage constant des actifs, le déclin rapide de l'économie industrielle du pays a finalement conduit à une transition progressive de la dépendance étrangère vers des réseaux de patronage décentralisés comme base du pouvoir politique (Vlassenroot & Raeymaekers 2008). Une stratégie a consisté à lancer un processus de démocratisation. Une autre consistait à s'appuyer sur une logique de division et de domination, avec l'ethnicité comme principe clé, afin de fragiliser les partis politiques et d'éviter l'institution d'une force d'opposition forte. Cette

dernière stratégie comprenait l'introduction du principe dit de *géopolitique*, qui ne permettait qu'aux leaders politiques de leur région d'origine d'occuper des postes politiques.

Dans une certaine mesure, le système politique issu de l'AGI et guidé par le principe d'inclusion a permis la renaissance de ces logiques politiques d'avant-guerre. Au cours de la période de transition 2003-2006, il a également permis à de nouvelles élites politico-militaires issues de mouvements armés d'entrer dans la politique nationale, de faire des élections un moyen d'inclusion et de mobiliser l'inclusion en tant qu'outil de consolidation d'un régime politique. À l'exception de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) de l'actuel président Tshisekedi, et du Parti Lumumbiste Unifié (PALU), ainsi que de quelques partis politiques plus petits, cela s'est fait en grande partie au détriment d'une vieille garde politique issue de la lutte pour l'indépendance et du régime de Mobutu (1965-1997).

Certaines élites de la période de transition 2003-2006 ont été « recyclées » pour servir dans le régime de Kabila. L'arrivée au pouvoir de Tshisekedi en 2019 a marqué une nette rupture, les personnes ayant fait partie du cercle politique proche de Kabila n'étant plus nommées. Ce remplacement des élites politiques aux postes gouvernementaux par ceux de Tshisekedi était une stratégie délibérée pour consolider une discontinuité avec le régime de Kabila. En même temps, il a essayé de tracer sa propre voie, ce qu'il a fait en investissant dans de nouvelles alliances avec un certain nombre d'anciens chefs rebelles et d'élites politiques qui ont joué un rôle de premier plan pendant la période de transition mais qui, au fil des ans, ont été soit « laissés sur la touche » par le régime de Kabila, soit se sont éloignés du cercle rapproché de Kabila. Deux exemples à citer ici sont Jean-Pierre Bemba Gombo et Vital Kamerhe (voir ci-dessous pour plus de détails).

Un examen plus approfondi de la trajectoire sociale et politique de tous les individus qui ont fait partie d'un gouvernement congolais depuis le début de la période de transition illustre en détail la stratégie de construction de nouvelles alliances politiques de Tshisekedi. Sur les 76 personnes qui étaient en fonction dans le gouvernement de transition, soit en tant que vice-président, ministre ou vice-ministre, 27 sont revenues au moins une

fois dans les gouvernements de l'ère post-transition de Kabila (2006-2019), et 20 ont été nommées au moins deux fois. La plupart d'entre eux ont un parcours similaire : il s'agit généralement d'hommes nés dans les années 1950, qui ont été impliqués dans d'anciens mouvements rebelles et qui sont devenus des élites politiques avant la deuxième guerre du Congo (1998-2003) ou même pendant l'ère Mobutu. Au moins cinq d'entre eux occupaient également un poste dans l'un des cabinets du président Kabila ; au moins 13 étaient originaires de la partie orientale du pays, c'est-à-dire des anciennes provinces du Katanga, de la Province orientale, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et du Maniema ; six étaient originaires de l'ancienne province de l'Équateur (la province d'origine de Mobutu).

La même base de données nous permet également de reconsidérer le poids de l'influence de l'AGI dans la sélection et la reproduction des élites politiques à travers leur nomination à des postes gouvernementaux depuis l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi. Lorsqu'elles sont visualisées sous forme de réseau, les données montrent que seuls 13 individus ont servi de « ponts » entre les gouvernements de l'ère Kabila et ceux de Tshisekedi et de son Union Sacrée de la Nation (USN) (2019-2024). Seuls deux de ces 13 individus appartenaient au PPRD (le parti politique de Kabila) en 2018 : Adrien Bokele Djema et Godard Motemona Gibolum. Tous deux ont été députés à l'Assemblée nationale entre 2018 et 2021 et ont rejoint fin 2020 l'Union Sacrée de la Nation (USN), la coalition formée par Tshisekedi pour rompre son alliance avec Kabila. Un seul de ces 13 individus est un membre actuel de l'UDPS ; il avait été ministre dans le gouvernement dirigé par le Premier ministre Bruno Tshibala (2017-2019). Tshibala lui-même était également membre de l'UDPS jusqu'à son éviction du parti en mars 2017.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Ce gouvernement avait été formé à la suite de l'accord de Saint Sylvestre, un accord politique global et inclusif qui a été signé à la fin de l'année 2016, après de longues négociations entre le président Kabila et l'opposition politique, y compris l'UDPS d'Etienne Tshisekedi, et avec la médiation de la conférence épiscopale congolaise (CENCO). Les parties signataires ont conclu que Kabila respecterait la constitution et ne briguerait pas un troisième mandat, et qu'il y aurait une gestion consensuelle du pays jusqu'à l'élection d'un nouveau président, au plus tard un an après la signature de l'accord. Etienne Tshisekedi, décédé le 1er février 2017, avait été désigné pour diriger le comité de supervision de la mise en œuvre de l'accord politique (CNSA).

Seuls quatre anciens membres du gouvernement de transition (2003-2006) ont été nommés dans un gouvernement depuis la fin de la coalition entre Tshisekedi et Kabila, ou le véritable début de l'ère Tshisekedi à partir de 2020. Cette observation indique, sans surprise, que le changement au pouvoir et l'accès au pouvoir d'Etat d'un parti politique historique non armé (l'UDPS), a finalement aussi entraîné un changement dans les élites politiques qui dominaient le pouvoir de Kabila. Deux de ces anciens membres du gouvernement de transition ont été cités ci-dessus en raison de leurs racines dans les mouvements rebelles ou les élites politiques pré-Kabila : Jean-Pierre Bemba Gombo (MLC - Mouvement de Libération du Congo, Equateur) et Vital Kamerhe (UNC, Sud-Kivu). Les deux autres sont François Muamba Tshishimbi, originaire du Kasaï oriental, et Antipas Mbusa Nyamwisi, cofondateur du RCD et ancien chef du RCD/K-ML, qui n'a pas été reconduit dans le gouvernement Suminwa.

Jean-Pierre Bemba est le fondateur et le président du parti politique MLC, issu de l'ancien groupe rebelle MLC, et l'un des piliers de la vaste coalition formée par Tshisekedi pour prendre le pouvoir sur les institutions de l'État et se débarrasser de la mainmise de Kabila dans les coulisses du pouvoir. Etienne Tshisekedi, le père de Félix Tshisekedi, avait des liens personnels avec Jean-Pierre Bemba et avec son père, un important homme d'affaires. Pendant la période de transition 2003-2006, Bemba était l'un des quatre vice-présidents. En 2006, Etienne Tshisekedi, qui boycottait les premières élections générales, a tenté en vain de dissuader Bemba de se présenter à l'élection présidentielle contre Kabila, car il était convaincu que les élections étaient truquées. Finalement, Bemba a perdu contre Kabila, mais en 2007, il a été élu sénateur avant d'être arrêté en Europe, alors qu'il était en exil, sur des accusations de la Cour pénale internationale (CPI) en 2009.

Historiquement, le MLC de Bemba et l'UDPS ont entretenu des liens étroits, et des membres pionniers de l'UDPS ont rejoint le MLC lors de sa création en 1999. Ce fut le cas de François Muamba Tshishimbi, le deuxième des trois anciens membres du gouvernement de transition cooptés sous la présidence de Tshisekedi. Dans les années 1980, Muamba Tshishimbi, qui partage la même origine ethnique Luba que les Tshisekedi, était le président de l'UDPS en exil en France, une branche stratégique de l'UDPS à l'époque où le parti



était illégal en RDC. Il est devenu ministre sous Mobutu, entre 1991 et 1997, et a rejoint le MLC et l'a représenté lors des discussions à Sun City qui ont abouti à l'AGI. Pendant la période de transition, il est ministre du budget dans le cadre de la composante MLC du gouvernement de transition. Dès sa création en mars 2020, il a dirigé le Conseil Présidentiel de Veille stratégique (CPVS), intégré au cabinet présidentiel de Tshisekedi (véritable gouvernement parallèle pendant la transition avec Kabila) et a joué un rôle clé dans la préparation de sa campagne.<sup>5</sup> Jean-Pierre Bemba et François Muamba Tshishimbi ont tous deux étudié à l'ICHEC (Brussels Management School).

Enfin, Vital Kamerhe, qui est originaire du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, et qui a également un passé au sein de l'UDPS, est devenu l'allié politique de Tshisekedi en 2018 lorsqu'ils ont formé la coalition CACH pour se présenter contre Kabila. Cette coalition a été créée à Nairobi à la suite de la sélection par la coalition d'opposition Lamuka de Martin Fayulu au détriment de Tshisekedi pour se présenter en tant que candidat unifié de l'opposition à l'élection présidentielle de décembre 2018. Kamerhe a été président de l'Assemblée nationale de 2006 à 2009 ; il a démissionné et a créé l'UNC en 2010. Il a été nommé chef du cabinet du président Tshisekedi en 2019. Un an plus tard, cependant, la relation a souffert, car Kamerhe a été condamné pour détournement de fonds publics et envoyé en prison. Après sa libération, en 2022, il est revenu sur la scène politique en tant que proche allié de Tshisekedi. En 2023, avant les élections, il rejoint le gouvernement en tant que vice-premier ministre chargé de l'économie.

---

<sup>5</sup> La coordinatrice adjointe du CPVS était Judith Suminwa, qui a été nommée, en 2024, Premier ministre suite à la réélection de Félix Tshisekedi.

## 4 |

# Tout le monde n'en sort pas gagnant

Les principaux perdants de cette rupture dans le recyclage des élites politiques suite à l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi, sont la plupart des autres anciens membres des mouvements armés qui opéraient pendant les deux guerres du Congo. C'est notamment le cas de ceux qui ont fait partie de groupes rebelles soutenus par le Rwanda, comme l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila, et le Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Goma (RCD-Goma). Seul Mbusa Nyamwisi, l'ancien chef du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani-Mouvement de Libération (RCD/K-ML) soutenu par l'Ouganda et qui avait également fait partie du gouvernement sous l'ère Kabila, a été reconduit à un poste gouvernemental depuis l'éclatement de la coalition FCC-CACH en 2020. En mars 2023, il devient ministre de l'intégration régionale. Pour d'autres anciens rebelles devenus acteurs politiques, le seul moyen d'accéder au pouvoir était de se présenter aux élections législatives nationales, une stratégie qui, en 2023, n'a pas eu le succès escompté.

Alors que l'on suppose souvent que, suite à des accords de partage du pouvoir dans le cadre d'accords de paix, les anciens chefs de mouvements armés parviennent à convertir leur capacité militaire en pouvoir politique grâce à leur intégration dans le cadre institutionnel post-conflit, nos données indiquent que cette intégration est en fait plus nuancée qu'il n'y paraît. Plus encore, elle est conditionnée par leur intégration individuelle réussie dans la politique partisane plutôt que par une transformation des structures rebelles en partis politiques. En même temps, le succès d'un (re)positionnement politique n'est

pas forcément durable. Comme le révèle notre base de données, la plupart des membres du gouvernement de transition qui se sont présentés aux élections législatives de 2006 ont été élus députés. Leur élection était dans la plupart des cas conditionnée par leur candidature sur la liste du parti PPRD de Kabila ou sur une liste qui faisait partie de la plateforme politique de Kabila, l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP). Les victoires des candidats du RCD-G et du RCD/K-ML aux élections législatives de 2006 ont été un peu moins systématiques que celles des autres mouvements politiques et listes de partis. Cela révèle que la consolidation de leur position dans le jeu politique institutionnel dépendait de leur cooptation par le régime et/ou par des partis politiques ayant une chance réelle de remporter des sièges lors des prochaines élections. Dans l'ensemble, on peut conclure que pendant la présidence de Kabila, les élites politiques du RCD-G et du RCD/K-ML n'ont pu rester dans le système politique qu'en changeant de loyauté politique. Certains d'entre eux qui n'ont pas été élus en 2006 ont réussi à se faire élire en 2011 ou en 2018 (ou les deux), principalement parce qu'ils avaient rejoint la majorité présidentielle. En échange de leur loyauté, sous l'ère Kabila, d'anciens membres du RCD-G et du RCD/K-ML ont également été nommés à des postes gouvernementaux, mais dans la plupart des cas, ils n'étaient pas les mêmes que ceux qui représentaient les deux mouvements dans le gouvernement de transition. Seul Antipas Mbusa Nyamwisi a été nommé à nouveau au gouvernement depuis que Tshisekedi a rompu sa coalition avec le FCC de Kabila et créé son USN.

Si cette tendance croissante à exclure (plus facilement) les anciens représentants du RCD-G n'est pas une surprise, la question reste de savoir si elle cache également une marginalisation du pouvoir des élites politiques de certaines provinces ou communautés ethniques historiquement associées au RCD-G. Notre base de données n'a pas permis une évaluation approfondie de la représentation des communautés ethniques au sein du gouvernement au fil du temps. De plus, il faudrait prendre en compte un large éventail de postes à responsabilité (par exemple, dans l'armée) pour évaluer la représentation des communautés ethniques dans le régime. Ce que l'on peut affirmer, cependant, c'est que les politiciens d'origine tutsi ou banyamulenge qui ont fait partie d'un gouvernement pendant la présidence de Kabila n'ont pas été nommés dans un gouvernement depuis la formation de l'USN en

2020. Il n'est cependant pas possible d'affirmer le rôle joué par leur origine ethnique dans cette exclusion.<sup>6</sup>

En ce qui concerne les origines régionales des individus ayant fait partie d'un gouvernement depuis 2003, les provinces de l'Est semblent plutôt avoir été surreprésentées dans le gouvernement suite à l'AGI, et plus encore après l'élection de Kabila en 2006, au détriment des autres régions de la RDC. Les membres du gouvernement originaires du Sud-Kivu, du Nord-Kivu, du Maniema et des anciennes provinces du Katanga et de la Province orientale représentaient environ 40 % du gouvernement de 2003 jusqu'au gouvernement Badibanga de 2015. Depuis lors, leur représentation n'a cessé de diminuer pour atteindre environ 30 % de l'ensemble des postes gouvernementaux. Avec environ 10% seulement des membres du gouvernement entre 2006 et 2012, les provinces du Grand Kasai (Kasai central, Kasai oriental, Lomani et Sankuru) ont été sous-représentées dans les gouvernements post-2006 sous Kabila. Une explication évidente est le boycott des élections de 2006 par l'UDPS. Cependant, cela suggère également une stratégie délibérée du régime de Kabila de marginaliser les élites politiques des provinces du Kasai assimilées à l'UDPS, qui était identifiée comme un parti d'opposition radical à l'époque.

La représentation du Grand Kasai s'est accrue à partir du deuxième mandat de Matata Ponyo, qui correspond chronologiquement au début de négociations entre l'UDPS et le régime de Kabila suite à la revendication de la victoire de feu Etienne Tshisekedi aux élections de 2011.<sup>7</sup> A la fin du second mandat de Kabila (2016), des négociations ont eu lieu entre le régime et les partis d'opposition menés par l'UDPS. Elles ont abouti à la nomination d'un

---

<sup>6</sup> Cette évaluation est rendue difficile par le fait que l'origine ethnique coïncide souvent avec d'autres facteurs qui peuvent être considérés comme plus prédominants pour expliquer l'exclusion des postes gouvernementaux depuis l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi, y compris l'implication antérieure dans un mouvement rebelle ou l'appartenance au parti de Kabila ou à l'une de ses coalitions de partis. En outre, les minorités ethniques de l'est du Congo sont toujours représentées dans le récent gouvernement. Au moins un membre de la communauté tutsi congolaise occupe un poste dans le gouvernement actuel, de même que deux membres de la communauté nande.

<sup>7</sup> Ces négociations ont eu lieu à Venise et à Ibiza et se sont (officiellement) terminées en septembre 2015 lorsque l'UDPS s'est retirée du processus. <https://www.jeuneafrique.com/264146/politique/rdc-ludps-de-tshisekedi-annonce-lechec-negociations-camp-kabila/>

premier ministre, Samy Badibanga, issu de l'opposition, en décembre 2016. Bruno Tshibala, un autre (ancien) membre éminent de l'UDPS, lui a succédé au poste de premier ministre en mai 2017.

L'idée largement répandue selon laquelle l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi n'aurait fait que reproduire le système de Kabila sans représenter un changement significatif ne résiste donc pas à un examen approfondi des postes gouvernementaux qui montre du moins un changement au niveau du personnel politique. Bien entendu, le gouvernement n'est pas le seul endroit où les élites politiques sont « recyclées ». Alors que ce recyclage au sein des gouvernements est basé sur les nominations et donc sur une forme de cooptation directe dans le régime, à l'Assemblée nationale, il est le résultat d'élections. Logiquement, on pourrait s'attendre à ce que la sélection des élites politiques siégeant à l'Assemblée nationale soit (un peu) moins dépendante de la loyauté envers le régime. Notre analyse suggère cependant une réalité différente. Les élections de 2023, qui ont été boycottées par la coalition de partis dirigée par Kabila, ont révélé que l'élection des candidats qui étaient d'anciens membres du gouvernement était conditionnée par leur appartenance à un parti qui avait rejoint l'USN (la coalition formée par Tshisekedi), indépendamment de leur origine régionale et/ou de leur appartenance ethnique. Plus significatif encore, ces candidats ont presque systématiquement échoué à se faire élire lorsqu'ils ne faisaient pas partie de l'USN. L'alignement sur un parti membre de la coalition au pouvoir s'est avéré tout aussi crucial et nécessaire (mais pas suffisant) pour être élu à l'Assemblée nationale que pour être nommé au gouvernement. On peut en conclure qu'une partie cruciale des enjeux électoraux est fixée avant le vote par le biais du positionnement des partis politiques et de la dynamique de coalition instituée par le régime. C'était également le cas pendant l'ère Kabila et la construction de l'USN, qui, en soutien à Tshisekedi, a également été caractérisée par un usage stratégique de l'inclusivité.

Au fil des ans, l'héritage de l'AGI n'est plus (seulement) à rechercher dans le recyclage des élites politiques que l'accord a cooptées dans l'arène de la politique institutionnelle congolaise, dans le sort des anciens chefs rebelles devenus politiciens, ou dans l'influence des provinces de l'est au sein du gouvernement. Notre base de données suggère que la concurrence pour l'accès

aux institutions politiques tourne de plus en plus autour du régime et du parti au pouvoir. Ceci n'est évidemment pas une surprise et peut être considéré comme faisant partie de tentatives plus larges de consolidation d'un régime politique. De plus, malgré un système multipartite apparemment florissant, avec pas moins de 910 partis politiques en 2023, la compétitivité au sein de ce système semble être très limitée.<sup>8</sup> Le véritable héritage de l'AGI est donc à chercher du côté de la logique de l'inclusivité elle-même. Cette inclusivité, pierre angulaire de l'accord de 2003 ayant présidé au partage du pouvoir, s'est étendue au-delà des acteurs armés. Elle est devenue une pratique du pouvoir politique qui s'applique à l'ensemble du système politique, dans lequel les partis politiques, bien qu'ils soient incontestablement les principaux compétiteurs du système, rivalisent principalement pour obtenir l'accès aux ressources de l'État au moyen de jeux de coalitions, plutôt que pour définir l'orientation de la politique de l'État.

---

<sup>8</sup> Des recherches plus approfondies, qui dépassent le cadre de ce rapport, sont nécessaires pour définir et évaluer la compétitivité du système. Il serait également intéressant de disposer d'une base de données similaire et d'une analyse des tendances au niveau provincial.

## La politique partisane : un seul grand accord inclusif ?

L'AGI a également eu un impact déterminant sur la nature de la politique et la création de ses principaux protagonistes, à savoir les partis politiques qui sont devenus les acteurs clés de la compétition pour l'accès aux ressources de l'État. Comme nous l'avons déjà mentionné, pour les élites politiques, cet accès est rarement déterminé par la seule appartenance à un parti. L'affiliation directe de ce parti au régime est une condition essentielle pour participer au contrôle et à la redistribution des ressources de l'État et est elle-même le résultat d'une construction d'alliance complexe qui est (la plupart du temps) négociée pendant la période précédant les élections. On peut donc affirmer que les principaux héritages de l'AGI comprennent non seulement l'accession au pouvoir et la consolidation du pouvoir par des partis politiques dominants spécifiques, y compris le PPRD de Kabila et quelques autres partis politiques majeurs, mais aussi la transformation ou la consolidation des partis en un système de redistribution des ressources par le biais de l'exercice du pouvoir.

Dans cette section, nous analysons comment une nouvelle logique d'inclusion de l'AGI s'est transformée en un outil politique qui a servi le régime tout au long des différentes échéances électorales, pour devenir finalement un attribut fondamental de la dynamique électorale et de la consolidation du régime. L'utilisation stratégique de l'inclusion permet à ceux qui disposent des ressources de l'État de rester au pouvoir, d'assurer une certaine stabilité institutionnelle dans des contextes (notamment électoraux) par ailleurs très incertains, et de gérer les rivalités et les aspirations politiques.

Bien que la RDC compte aujourd'hui officiellement 910 partis politiques, seule une poignée d'entre eux a réussi à s'imposer comme acteurs dominants de la politique congolaise. Les principaux partis politiques ont acquis un rôle crucial dans la sélection de (nouveaux) membres de l'élite politique et ne peuvent être considérés que comme de simples étiquettes ou entreprises personnelles. Dans une certaine mesure, les partis politiques sont des entreprises socioculturelles ancrées dans la société et parfois dans des communautés ethniques spécifiques. Ils agissent comme des plateformes de conversion du capital d'une personne en une position politique, et constituent un premier terrain d'action pour les futurs politiciens. Cependant, la plupart des grands partis de la RDC se sont institutionnalisés, soit pendant la période de transition, soit sous le régime de Kabila, en exploitant leur accès aux institutions issues de l'AGI et en positionnant stratégiquement leurs leaderships.<sup>9</sup> C'est le cas du MLC dirigé par Jean-Pierre Bemba, qui était vice-président pendant la période de transition, du PPRD de Kabila et, dans une moindre mesure, du Parti Lumumbiste unifié (PALU) d'Antoine Gizenga, qui a dirigé deux gouvernements (2006-2008) à la suite d'un accord conclu avec Kabila lors des élections présidentielles de 2006.

D'autres partis créés après 2006 et qui ont réussi à s'imposer dans la compétition politique congolaise sont le résultat du factionnalisme au sein du PPRD et ont été créés par d'anciens politiciens du régime de Kabila après leur démission. Ces partis comprennent l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, Ensemble pour la République de Moïse Katumbi et l'Alliance des Forces Démocratiques du Congo (AFDC) de Modeste Bahati. En d'autres termes, tous les fondateurs ou principaux dirigeants des principaux partis, à l'exception de l'UDPS, sont passés par des positions de pouvoir depuis la fin de la guerre, soit en tant que signataires de l'AGI, soit parce qu'ils ont été cooptés par le régime de Kabila (voir le tableau 1 ci-dessous).

En 2006, la formation de l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP), coalition politique entre le PPRD et divers partis représentés à l'Assemblée nationale, s'est faite progressivement en amont des élections législatives

---

<sup>9</sup> Par institutionnalisation, nous entendons « le processus par lequel les organisations et les procédures acquièrent de la valeur et de la stabilité » (Huntington 1968).



(construction d'alliances avec des petits partis), après les élections législatives (débauchage de députés), et entre les deux tours des élections présidentielles (alliance entre le PPRD et le PALU), dans le but de conclure progressivement une majorité au parlement. En préparation des élections de 2011, chaque parti a officiellement présenté ses candidats sous sa propre étiquette plutôt que sur des listes communes de coalition, bien que l'appartenance à la majorité présidentielle ait déjà été établie avant le scrutin. En outre, en décembre 2010, la constitution a été modifiée, faisant passer le mode de scrutin pour l'élection du président de deux à un tour, ce qui a donné un avantage majeur au camp présidentiel. Cette modification a encouragé la formation d'alliances avec le gouvernement au cours de la période précédant les élections. Dans le même temps, elle a désavantagé les partis politiques qui négociaient leur intégration dans la coalition au pouvoir, car ils n'avaient pas de scores électoraux à faire valoir pour renforcer leur poids politique.

La prolifération de petits partis politiques, en plus d'être motivée par les ambitions individuelles de ceux qui les ont fondés, est un effet de la logique d'inclusion appliquée comme stratégie électorale par les principaux acteurs politiques, qui avaient acquis des positions par le biais de l'AGI. Elle a contribué, dans le cadre d'une stratégie délibérée de fragilisation de l'opposition, à renforcer le fractionnisme politique. Lors des élections législatives de 2018, par exemple, la création de nombreux nouveaux partis politiques et la cooptation de petits partis existants dans la coalition au pouvoir sont devenues la principale stratégie du PPRD pour remporter les élections (législatives et provinciales). La logique derrière l'institution d'un nombre massif de petits partis affiliés à la majorité présidentielle était de diviser l'électorat et de submerger les candidatures des partis d'opposition avec un grand nombre de candidats soutenus par la majorité présidentielle. Présenter des candidats aux élections législatives et provinciales est une entreprise très coûteuse, or, il n'existe pas de mécanisme de financement public efficace pour soutenir les partis politiques. Par conséquent, les partis politiques affiliés au régime en place disposent d'un avantage crucial lors des élections : ils sont les seuls à pouvoir se permettre de présenter de nombreux candidats dans la même circonscription. Il en résulte que seuls ceux qui ont les moyens, y compris les participants au régime qui leur donne accès aux ressources (de l'État) nécessaires, peuvent se porter candidats.

En ce qui concerne les élections législatives et présidentielles, les partis politiques de la RDC peuvent être divisés en trois catégories principales : la grande majorité des partis qui sont directement ou indirectement affiliés à la majorité présidentielle (et soutiennent le candidat présidentiel lors des élections présidentielles) ; les partis d'opposition qui participent aux élections ; et les partis d'opposition qui boycottent les élections. Cette division s'accompagne d'une distinction entre d'une part les grands partis qui ont un certain niveau d'institutionnalisation caractérisé par une structure, une discipline, des règles et l'infusion de valeurs (c'est-à-dire une idéologie et un programme politique), et, d'autre part, la plupart des partis qui fonctionnent comme des satellites de ces grands partis.

Tableau 1 : Principaux partis politiques en RDC et leur positionnement lors des élections présidentielles et législatives (2006-2024)

| PARTI       | ORIGINE   | 2006   | 2011  | 2018  | 2023  |
|-------------|---|--|---|---|---|
| <b>UDPS</b> | Créée clandestinement en 1981 sous le régime de Mobutu. Historiquement dirigée par Etienne Tshisekedi, décédé en février 2017. Son fils Félix Tshisekedi est devenu président du parti et peu après président de la RDC.                                      | Opposition boycottant les élections.   | Participe aux élections dans l'opposition et affirme avoir gagné les élections présidentielles. A boycotté les institutions après la finalisation des résultats électoraux. | Participation aux élections dans l'opposition.<br><br>Coalition Cap pour la Changement (CACH) avec l'UNC. | Parti au pouvoir et acteur clé d'une large coalition, l'Union Sacrée de la Nation (USN) |
| <b>PALU</b> | Créé en exil clandestinement par Antoine Gizenga avant l'ouverture de la RDC au multipartisme en 1990. Le parti a participé à la Conférence Nationale Souveraine (CNS) pendant les dernières années du régime de Mobutu et au Dialogue inter-Congolais (DiC). | Il s'agit initialement d'un parti d'opposition. Arrivé troisième au premier tour des élections présidentielles, le parti a formé une coalition avec Kabila entre les deux tours. | Membre de la coalition au pouvoir de Kabila.  | Membre de la coalition au pouvoir de Kabila (FCC)   | Membre de la coalition au pouvoir de Tshisekedi (USN)                                   |

| PARTI                                    | ORIGINE  | 2006  | 2011   | 2018   | 2023  |
|--|--|---|--|--|---|
| <b>PPRD</b>                              | Le parti est issu de la reconversion en politique de la rébellion de l'AFDL en 2002. Il a été créé par Joseph Kabila et son entourage en même temps que le Dialogue Inter-Congolais.   | Parti au pouvoir (président).   | Parti au pouvoir avec une coalition au pouvoir, l'Alliance pour la Majorité Présidentielle (AMP).  | Parti au pouvoir avec une coalition au pouvoir, le Front commun pour la Congo (FCC).   | Opposition et boycott des élections.  |
| <b>MLC</b>                               | Parti issu de la conversion, en 2002, du mouvement rebelle MLC. Le mouvement rebelle et le parti politique qui en est issu étaient tous deux dirigés par Jean-Pierre Bemba Gombo.  | Le parti a participé au gouvernement de transition et Bemba est arrivé deuxième derrière Kabila aux élections présidentielles, ce qui a entraîné des violences à Kinshasa et l'exil de Bemba. | Dans l'opposition, le MLC a participé aux institutions mais n'a pas présenté de candidat à l'élection présidentielle, leur leader Bemba étant en procès à La Haye (CPI). | Dans l'opposition, le MLC a participé aux élections législatives et aux institutions.  | Membre important de la coalition au pouvoir (USN) ayant participé aux élections législatives.   |
| <b>UNC</b>                               | L'UNC est le résultat du factionnalisme au sein du PPRD. Elle a été créée en 2010 par Vital Kamerhe en vue de sa campagne pour l'élection présidentielle en 2011. Il a dû démissionner de son poste de président de l'Assemblée nationale. | Le parti n'existait pas encore.   | Dans l'opposition, le parti a participé aux élections institutionnelles et parlementaires. Vital Kamerhe est arrivé troisième à l'élection présidentielle.               | Dans l'opposition, le parti a participé aux élections législatives tout en soutenant la candidature de Tshisekedi à l'élection présidentielle à travers la coalition CACH entre l'UNC et l'UDPS.                       | Membre important de la coalition au pouvoir (USN).  |
| <b>AFDC</b>                              | Fondée par Modeste Bahati Lukwebo en 2010. Bahati était auparavant membre du PPRD.   | N'existait pas encore.  | L'AFDC faisait partie de la coalition au pouvoir (AMP).  | Membre de la coalition au pouvoir (FCC).   | Membre important de la coalition au pouvoir (USN).  |
| <b>Ensemble pour la République (EPR)</b> | Créée en 2019 par Moïse Katumbi, gouverneur PPRD de la province du Katanga entre 2007 et 2015.   | N'existait pas encore.  | N'existait pas encore.   | Dans l'opposition, le parti naissant a participé aux élections législatives en tant que membre de la coalition d'opposition LAMUKA. A soutenu le candidat de LAMUKA, Martin Fayulu, lors de l'élection présidentielle. | Dans l'opposition, le parti a participé aux élections législatives et présidentielle. Katumbi était candidat à l'élection présidentielle et a terminé deuxième. |

On peut déduire de l'examen des différents processus électoraux que, pour le régime, la recherche d'inclusivité a fait partie d'une stratégie visant à rester au pouvoir. Pour survivre aux élections, Kabila et le PPRD ont utilisé des logiques d'inclusion et de partage du pouvoir de même nature que celles ayant régi l'AGI. Pour le régime de Kabila, cette inclusivité s'est avérée être une approche efficace pour orchestrer la concurrence entre les partis politiques et les élites politiques pendant la période précédant les élections. Tshisekedi et l'UDPS ont poussé cette logique « inclusive » du système et ses avantages à un autre niveau. Pour ce nouveau régime, les élections n'ont pas tant été abordées comme une limite au pouvoir en place que comme un outil au service de ses intérêts. En 2023, comme nous l'avons déjà mentionné, faire partie de la coalition au pouvoir n'était pas seulement une condition stratégique pour accéder au pouvoir, c'était aussi devenu une condition préalable pour avoir une chance aux élections.

Joseph Kabila a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale après les élections de 2006 en cooptant des petits partis dans sa coalition (AMP) et en débauchant des cadres d'autres partis. Félix Tshisekedi, en vue des élections de 2023, a mobilisé dès 2020 tous les moyens à sa disposition pour débaucher des cadres du FCC et pour coopter autant de partis et de députés que possible dans une nouvelle alliance : l'Union sacrée de la nation (USN). Cette USN a permis à Tshisekedi de rompre sa coalition avec le FCC et d'obtenir l'autonomie politique dont il avait tant besoin.

Présidant à l'organisation des élections de 2023, l'UPDS et sa coalition politique élargie ont appliqué une stratégie similaire à celle que Kabila avait développée précédemment. Un réseau complexe d'alliances a favorisé la création de nouvelles structures politiques, toutes liées à l'USN. Un remaniement gouvernemental a permis à des acteurs de longue date de la politique congolaise, tels que Bemba, Kamhere et Mbusa Nyamwishi, de réintégrer les cercles internes de la politique nationale. En fin de compte, l'USN a fini par englober la quasi-totalité du spectre politique dans un réseau extrêmement complexe d'alliances entre les principaux partis rattachés à l'USN et des partis plus petits, dans certains cas par le biais de « plateformes » ou « d'alliances » intermédiaires. Même le principal challenger de Tshisekedi aux élections de 2023, Moïse Katumbi et son parti Ensemble pour la République,

ont brièvement fait partie de l'USN mais ont finalement décidé de se présenter contre Tshisekedi.

Par conséquent, l'USN représentait une coalition extrêmement large de microstructures politiques couvrant l'ensemble de l'espace politique. Ainsi, pour avoir une chance aux élections, les candidats devaient non seulement avoir un parti, et les partis devaient non seulement faire partie de l'USN, mais ces élites et leurs partis devaient également former leurs propres plateformes de partis politiques plus petits, souvent appelés « mosaïques ». Chaque grand parti (UDPS, UNC, MLC, AFDC) formait une telle mosaïque de petits partis politiques qui lui étaient affiliés. Plus que jamais, les grands partis semblent jouer le rôle de gardiens de la compétition politique en accordant plus ou moins d'inclusion aux petites structures politiques créées par eux ou par les aspirants candidats. Dès lors, la question n'est plus de savoir si un parti politique est inclus dans la coalition au pouvoir mais plutôt de savoir à quel point un parti donné serait inclus, en fonction du nombre d'intermédiaires et de leur poids dans l'USN. Dans la plupart des systèmes électoraux, la question clé des négociations préélectorales entre les partis politiques en vue de former une coalition est généralement : « Combien de voix la coalition peut-elle remporter lors des prochaines élections ? » En RDC, la question est devenue : « Quel degré d'inclusion octroyer à un parti par rapport à ce qu'il peut apporter au régime en termes de crédibilité, de stabilité et de cohérence (s'il parvient toutefois à obtenir suffisamment de voix) ? »

Lors de ces remaniements politiques, les hommes politiques ont tendance à rester fidèles à leur propre parti politique au fil du temps, comme l'indique notre base de données. C'est particulièrement le cas lorsque le parti est l'une des forces politiques majeures du pays. Même avec le changement de pouvoir entre Kabila et Tshisekedi, entre 2018 et 2023, une nette majorité de politiciens du PPRD, par exemple, sont restés fidèles au parti de Kabila, avec « seulement » 42 transferts à l'USN (Radio Okapi 2021). Cela pourrait s'expliquer par l'efficacité des mécanismes de rétribution de la loyauté politique au sein du PPRD, et/ou par le fait que l'alliance formée par Tshisekedi se serait avérée moins inclusive avec les anciens politiciens du PPRD qu'elle ne l'a été avec les membres d'autres partis. De même, les membres des autres principaux partis politiques, notamment le MLC, l'UNC, l'AFDC et le PALU, sont restés

fidèles à leurs propres mouvements politiques. Ces partis ont intégré l'USN comme structures politiques plutôt que par le biais d'individus dissidents, ce qui signifie que leurs membres n'ont pas ressenti le besoin d'adhérer à l'USN sur la base d'incitations personnelles. De ce point de vue, on peut conclure que les partis politiques, plutôt que les individus, ont tendance à changer d'allégeance d'un président à l'autre, parfois après des luttes de factions au sein du parti.

## Le coût caché du partage du pouvoir

L'inclusivité prônée par l'AGI s'est fondée sur des amalgames et des idées erronées. L'AGI n'était pas seulement inclusif en ce qui concerne les dirigeants politiques qu'il cooptait au sein du gouvernement ; l'accord a également essayé d'inclure et de mettre en œuvre de nombreux modèles politiques à la fois, sans tenir compte de leur pertinence par rapport à l'environnement politique et aux besoins de la RDC. L'inclusion a été assimilée à la représentation politique, véhiculant l'idée inexacte que la démocratisation résulterait de l'inclusion. Cet amalgame peut lui-même facilement conduire à se méprendre sur le fait l'inclusion serait un indicateur de démocratisation, alors qu'un système inclusif n'a pas besoin d'être compétitif pour être inclusif. Or, l'idéal démocratique promu par l'AGI est compétitif, étant donné qu'il met l'accent sur la nécessité d'organiser des élections conformément aux principes de la démocratie libérale. Cette inclusivité élargie offre finalement des avantages significatifs au régime en place, mais pose des défis au système partisan en termes de compétitivité et de durabilité.

Tout d'abord, l'hyper-inclusivité risque de saper le rôle des élections tel qu'il est habituellement prévu dans le modèle des démocraties libérales. En 2023, tous les principaux partis politiques au pouvoir ont contribué à orchestrer la concurrence entre les candidats potentiels, ce qui permet d'affirmer qu'ils ont effectivement assumé l'une des fonctions des élections elles-mêmes. En outre, on peut affirmer que Tshisekedi et ses proches partenaires ont réussi à reproduire l'ensemble de la compétition politique, en contrôlant la politique (interne) des partis d'une part et en supervisant les élections d'autre part. La négociation d'alliances entre les partis politiques avant mais aussi après les

élections a concentré tous les enjeux des élections, s'appropriant le rôle du vote lui-même ou, plus précisément, conférant au vote un rôle complètement différent (Vlassenroot et al. 2023).

Deuxièmement, l'inclusivité a un coût caché pour les partis politiques qui aspirent au pouvoir et tend plusieurs pièges à la structuration du système partisan congolais. Lorsque les partis politiques permettent à leurs élites d'accéder à des postes de direction, cela sert moins à s'assurer du soutien électoral de la population qu'à servir d'outil au régime les coopte. Seuls les fondateurs et les principaux dirigeants d'un parti politique ont généralement accès aux mandats, ce qui façonne en retour la manière même dont les partis s'institutionnalisent. On peut émettre l'hypothèse que cela constituerait l'une des raisons pour lesquelles les partis politiques sont principalement centrés sur des individus plutôt que sur des idées et des messages politiques. Un autre écueil de la logique qui sous-tend les processus de négociation visant à l'inclusion dans des alliances au sein ou en soutien du régime est qu'elle tend paradoxalement à favoriser les partis politiques qui sont déjà représentés à l'Assemblée nationale au lieu de favoriser les nouveaux entrants (ayant pour ambition de contester) dans l'arène politique institutionnelle. L'inclusivité finit par reconfirmer cette arène comme un lieu qui reproduit le régime existant au lieu de permettre l'opposition.

Troisièmement, pour les élites dirigeantes (c'est-à-dire les principaux dirigeants du régime appartenant aux partis au pouvoir), l'inclusivité présente plus d'un avantage. En plus d'assurer le maintien d'un régime au-delà d'une échéance électorale, elle rend le système plus prévisible. Le régime Tshisekedi a su exploiter les élections pour gérer les ambitions des élites politiques. L'USN et sa structure très complexe de coalitions ont créé un cadre pour superviser les ambitions politiques et hiérarchiser le degré d'inclusion dans le système. Les échéances électorales, en ce sens, sont des moments qui révèlent les ambitions des principaux challengers entrant dans la compétition politique. Les élections, à leur tour, deviennent une occasion de gérer ces ambitions. Si tout le monde est initialement considéré comme faisant partie de la majorité, le vote devient un acte symbolique de censure qui détermine le degré d'inclusion ou d'exclusion de « partenaires » politiques, sans attribuer la responsabilité de l'exclusion à un individu en particulier. En cumulant et en



incluant les petits partis et les acteurs qui dépendent entièrement de ceux qui contrôlent le jeu, comme cela a été le cas dans la formation du gouvernement Suminwa, Tshisekedi et l'UDPS se rendent moins dépendants des grands partis et créent l'espace nécessaire pour effectuer des changements structurels visant à consolider le pouvoir et à tester les loyautés. Enfin, plus le régime devient inclusif, c'est-à-dire plus il parvient à coopter de partis et de candidats dans une coalition au pouvoir, plus il peut afficher une façade « démocratique » tout en s'assurant de remporter tous les suffrages.

# De « diviser pour mieux régner » à « multiplier pour mieux régner »

La manière dont Tshisekedi et l'UDPS se sont affranchis de leur alliance avec Kabila, et la manière dont ils ont géré les élections de 2023, tendent à suggérer que ce parti historique d'opposition a fini par retourner un système qui lui avait été imposé, contre les acteurs politiques qui en bénéficiaient en premier lieu. La question qui en découle est la suivante : Tshisekedi et l'UDPS ne font-ils que reproduire ce système ou utilisent-ils les outils du système pour le changer ? Comment concilier cette apparente contradiction entre ce que l'UDPS, en tant que parti d'opposition historiquement radical, prétend défendre et sa pratique du pouvoir ?

Le parti, plus que tout autre acteur présent à Sun City lors du Dialogue inter-Congolais (DiC) qui a finalement abouti à la signature de l'AGI, a fait l'expérience des limites de la logique d'inclusion, puisqu'il a été marginalisé par l'accord conclu. La désignation en 2003 de l'ancien leader du RCD-G, Z'ahidi Ngoma, au lieu du leader de longue date de l'opposition, Etienne Tshisekedi, comme vice-président du gouvernement de transition représentant l'opposition non armée du Congo, a conduit l'UDPS à exprimer de vives objections à l'accord, que seuls deux des trois de ses représentants ont signé, avec réserves. L'UDPS a ensuite boycotté les institutions de transition et les premières élections de l'après-guerre en 2006.

Après avoir été critiquée pour ce boycott, motivé par les soupçons au sein du parti selon lesquels le scrutin de 2006 était « truqué » en faveur de Kabila, l'UDPS a été pointée du doigt par de nombreux observateurs internationaux et accusée d'entraver le processus de démocratisation du pays. Ce

positionnement international a indirectement envoyé le message que, dans un pays où personne ne s'attendait à ce que les élections soient justes et transparentes, mais où elles ont été érigées en symbole et en pierre angulaire du processus de démocratisation et de consolidation de la paix soutenu par la communauté internationale, la crédibilité démocratique (et donc les valeurs démocratiques) n'était pas déterminée fondamentalement par les élections. Il a plutôt été suggéré que cette crédibilité dépendait de la participation et de la contribution à la compétition politique par le biais d'une plate-forme ad hoc, c'est-à-dire d'un parti politique, indépendamment de la personne à qui cette participation profiterait.

La critique internationale de l'UDPS n'a pas rendu justice à la contribution de la lutte du parti à la démocratisation de la RDC. Cependant, pour expliquer la logique du régime Tshisekedi, il convient de revenir sur les leçons tirées par le parti de ses décennies d'opposition. La transition du Congo vers un système multipartite s'appuie en partie sur la lutte de l'UDPS contre le régime de parti unique de Mobutu. Créé en 1982, le parti s'est longtemps vu refuser toute reconnaissance légale par le régime de Mobutu. Les choses ont commencé à changer en 1990, lorsque Mobutu a annoncé un processus de démocratisation. Avant ce processus, Mobutu était rompu à la stratégie du « diviser pour régner », qu'il a largement utilisée pour saper l'UDPS, son principal adversaire politique. Cette stratégie comprenait le débauchage de responsables du parti et l'incitation à la discrimination et à la violence ethno-régionale pour transformer le parti en un « parti ethnique ». Une fois acquis que le gouvernement de transition serait élu par la Conférence Nationale Souveraine (CNS), cette nouvelle institution devait organiser la transition vers la démocratie et impliquer les représentants des forces politiques, de la société civile, etc. Mais sa mise en place a rapidement déclenché une compétition politique entre le régime de Mobutu et l'opposition politique, alors constituée de nombreux partis politiques. Le défi consistait à gérer la représentation politique au sein de cette assemblée afin d'influencer l'issue de la CNS. Bon nombre des partis politiques participants avaient été nouvellement créés à la suite de l'annonce de la transition par Mobutu. Cette explosion du nombre de partis était en partie le résultat de la frustration causée par des années de régime à parti unique. Cependant, elle a également été déclenchée par la stratégie de Mobutu visant à inonder la CNS de

ses partisans afin de contrer l'opposition (en particulier l'UDPS) dans ses tentatives de l'empêcher de contrôler les résultats de la CNS.

Face à ce foisonnement de partis politiques, les dirigeants de l'UDPS ont initié et coordonné un front commun de l'opposition radicale, qui a pris le nom d'Union Sacrée de l'Opposition Radicale (USOR) et qui a regroupé pas moins de 115 partis politiques. L'objectif était de garantir une représentation suffisante de l'UDPS et de ses partisans à la CNS et de construire une opposition forte – une stratégie qui sera répétée plus tard, pour d'autres raisons et dans un autre contexte, avec la création de l'Union Sacrée de la Nation (USN). L'UDPS a dans un premier temps gagné cette bataille contre Mobutu et Etienne Tshisekedi a été élu premier ministre. Cependant, le pouvoir du gouvernement nouvellement élu a été réduit à néant par les stratégies de division (mais aussi de duplication) de Mobutu, qui ont réussi à affaiblir l'UDPS et l'USOR de l'intérieur.<sup>10</sup>

Lorsque les représentants de l'UDPS se sont rendus au Dialogue inter-congolais (DiC) en 2002, le parti était (encore) inspiré par sa légitimité présumée en tant que principale force politique non armée résultant de sa position centrale pendant le processus de démocratisation initié à l'époque de Mobutu et de l'élection par la CNS de Tshisekedi en tant que premier ministre. L'UPDS était toujours convaincue que son opportunité de gouverner avait été confisquée, au moins en partie, par l'absence de soutien (international) au gouvernement dirigé par l'UPDS pendant le processus de démocratisation d'avant-guerre. Le DiC a une fois de plus mis l'UDPS sur la touche et récompensé ce à quoi l'UDPS s'était farouchement opposée : l'acquisition du pouvoir par la force armée. Les dirigeants de l'UDPS n'étaient pas satisfaits des résultats des discussions et du contenu de l'AGI, et n'y croyaient tout simplement pas. Etienne Tshisekedi a donc refusé de signer l'accord.

---

<sup>10</sup> À la suite d'un conclave convoqué par Mobutu au Palais du Peuple, qui entreprit un programme de transition parallèle aux travaux de la CNS, les institutions de l'Etat furent dupliquées : il y eut dès lors deux gouvernements, l'un issu de la CNS dirigé par Tshisekedi, l'autre du Conclave organisé par Mobutu, ainsi que deux parlements. En l'absence de tout soutien extérieur, l'USOR a été contrainte de négocier avec les institutions créées par Mobutu. En 1994, les deux parlements ont fusionné en un Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT), formule qui s'est avérée inadaptée pour gouverner le pays, mais qui est restée en place jusqu'à l'invasion de l'AFDL en 1996.

Des objectifs stratégiques tels que le besoin de perspectives pour Tshisekedi (et l'UDPS) de rester au pouvoir après les élections de 2028 (la constitution actuelle ne permettant pas un troisième mandat) et de maintenir la cohésion de l'USN intacte peuvent être considérés comme des forces motrices qui soutiennent l'ambition d'amender la constitution. L'histoire du parti présentée ci-dessus fournit cependant des éléments supplémentaires pour expliquer pourquoi le Président Tshisekedi, lors d'un discours à Kisangani le 24 octobre 2024, a annoncé son intention de modifier la constitution. Ce discours a renforcé la conviction de la plupart des observateurs qu'il semble y avoir une contradiction entre la lutte de l'UDPS pour la démocratisation et la manière dont le parti a exercé le pouvoir. Pourtant, on pourrait affirmer qu'il souligne plutôt la cohérence de la trajectoire du parti. Dans son discours, Tshisekedi a affirmé que la constitution avait été rédigée par des étrangers dans un pays étranger et qu'elle entravait la lutte contre le M23. Les analystes ont souligné à juste titre que cette affirmation n'était pas exacte. Du point de vue de l'UDPS, cependant, elle reflète une réalité : de leur point de vue, la constitution est le résultat d'un accord de paix (l'AGI) que le parti n'a jamais pleinement soutenu ou embrassé. Cet accord, facilité par des acteurs occidentaux, a également marginalisé le parti et sa lutte non violente, en donnant la priorité à l'inclusion de groupes armés au pouvoir. Le fait que les dirigeants actuels de l'UDPS veuillent apporter des changements à une constitution qui a été élaborée sur la base d'un accord avec lequel ils étaient fondamentalement en désaccord, auquel ils ne croyaient pas et qui les a marginalisés, n'est pas incohérent à la lumière de l'histoire du parti.

De même, la manière dont ces mêmes dirigeants ont géré les élections de 2023 via la création de l'USN rappelle la stratégie de l'UDPS à l'époque du CNS pour renverser Mobutu via la création de l'USOR, ainsi que les stratégies de Kabila pour conserver le pouvoir. Si l'on peut s'étonner de la reproduction par Tshisekedi d'un système d'inclusion déjà initié par Mobutu, on peut aussi se demander si ceux qui ont longtemps payé le coût caché du partage du pouvoir ne sont pas en train de déjouer le système même qui les avait marginalisés. Bien que les méthodes politiques employées par le parti aujourd'hui ne contredisent pas de manière significative sa lutte d'opposition antérieure, la question reste entière quand il s'agit de savoir quel objectif politique ces méthodes servent et si cet objectif s'aligne sur le combat historique de l'UDPS.

Plus de 20 ans après l'Accord Global et Inclusif, au cours desquels 910 partis politiques ont été créés, la politique en RDC semble fonctionner comme un grand accord inclusif. Les élections servent de porte d'entrée aux aspirants au pouvoir. Pour ceux qui occupent déjà des positions d'autorité, les élections fonctionnent à la fois comme un rituel et une affirmation de leur statut au sein de la structure du pouvoir. Les élections offrent également au régime la possibilité d'inclure ou d'exclure des candidats. Pour la sélection de ceux qui seront inclus et donc placés dans une position permettant leur élection, et afin d'être un minimum conforme aux normes régionales et internationales, l'ancrage des partis politiques associés au régime dans la société sur l'ensemble du territoire est le véritable enjeu d'une victoire électorale. Il permet en effet de contrôler ou au moins de gérer les résultats. En ce sens, on pourrait affirmer que la RDC souffre d'une forme décomplexée de la loi d'airain de l'oligarchie de Robert Michel : l'efficacité de tout système démocratique est limitée par le degré de démocratie qui existe au sein des organisations engagées dans la compétition politique, qui sont généralement des partis politiques (Michels 1999).

L'inclusion ou l'exclusion est devenue la seule véritable ligne de partage dans le paysage politique congolais. Au-delà de la polarisation entre un régime d'une part et une opposition qui boycotte les élections d'autre part, il existe également une opposition entre ceux qui ont bénéficié des accords de partage du pouvoir et ceux qui en ont payé le prix. Cette opposition se reflète dans les nominations depuis l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi. Un facteur clé influençant l'accès à un poste dans l'équipe de campagne du président et dans l'administration de son premier mandat était l'existence d'une histoire

commune de lutte politique au sein de l'UDPS. Dans la sélection du cercle restreint, cette expérience commune de l'opposition s'est avérée plus importante que les origines territoriales ou ethniques communes, ce qui complique encore la théorie largement acceptée de la « lubalisation » (en référence à la communauté ethnique Luba) du régime actuel.

Mais l'inclusion ne fonctionne que tant que le régime parvient à attirer des membres du Parlement et des petits partis politiques, c'est-à-dire tant que les entrepreneurs politiques perçoivent un intérêt à nouer des alliances avec le régime (sur la base de la perception d'un résultat gagnant-gagnant), ou, au contraire, tant que les partis politiques d'opposition ne sont pas assez institutionnalisés et suffisamment solides pour résister à la pression et à la domination du régime. Comme le montre ce rapport, tous les partis politiques qui ont réussi à s'institutionnaliser et à s'imposer comme concurrents sur la scène politique ont en commun d'avoir occupé des positions d'autorité au sein des institutions de l'État et d'avoir eu accès aux ressources de l'État. Cette dynamique crée un cycle qui se renforce lui-même, où l'inclusion dans le système sape la compétitivité du régime.

Ceci nous ramène à notre réflexion initiale sur l'interconnexion entre la politique de régime et le conflit prolongé dans l'est du Congo. L'opposition entre ceux qui ont le plus bénéficié du partage du pouvoir issu de l'AGI et ceux qui en ont payé le prix n'est pas seulement le fruit d'intérêts divergents mais correspond aussi à des expériences différentes de la politique : l'UDPS, jusqu'à la signature de l'AGI, n'a jamais considéré la lutte armée comme un vecteur souhaitable de changement ; au contraire, elle a mené une lutte non-violente pour la démocratisation du régime de Mobutu dans les années 1990, pour laquelle elle n'a reçu que peu de soutien de la part de l'extérieur. En revanche, le PPRD est (indirectement) issu d'une rébellion armée régionale, qui a rapidement renversé Mobutu, et a pu compter sur le soutien de partenaires internationaux pendant une grande partie de son mandat, jusqu'à ce qu'il devienne de plus en plus isolé, en partie à cause de son intention de modifier la constitution et de briguer un troisième mandat. Ceci permet d'expliquer que la position de Tshisekedi contre l'inclusion d'acteurs armés tels que le M23 dans les FARDC ou dans les institutions politiques du Congo fut pendant longtemps une question de crédibilité politique et de survie.

En conclusion, le fait de ne pas reconnaître les changements subtils mais significatifs du système politique en RDC depuis l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi est porteur d'un biais réductionniste. Cela perpétue également une interprétation normative de la politique toujours fondée sur l'hypothèse erronée de l'AGI selon laquelle l'inclusion, la paix, la démocratisation et les élections seraient analogues. La politisation de la guerre dans l'est du Congo lors des élections de 2023 par le biais d'une forte rhétorique nationaliste et de l'affirmation (coûteuse) de la souveraineté soulève la question de savoir si, au lieu d'assimiler la paix aux élections, les accords inclusifs n'auraient pas plutôt entremêlé politique guerrière et politique électorale.



# Bibliographie

- Englebert, Pierre. 2019. «Aspirations and Realities in Africa: The DRC's Electoral Sideshow». *Journal of Democracy*, 30(3), 124-138. <https://dx.doi.org/10.1353/jod.2019.0047>.
- Grégoire, Alice. 2021. «PAPA ALOBAKI 'LE PEUPLE D'ABORD': Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) De la clandestinité à la présidence de la république : trajectoire d'un parti politique non-violent en République Démocratique du Congo». Mémoire de recherche pour l'obtention du grade de master, Université Panthéon-Sorbonne.
- Huntington, Samuel. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Haven, CT : Yale University Press.
- Kennes, Erik. 2024. What's wrong with the DRC Constitution. Document d'Egmont 128. Bruxelles : Institut royal Egmont des relations internationales.
- Kibangula, Trésor. 2015. «RDC : l'UDPS de Tshisekedi annonce l'échec des négociations avec le camp Kabila». *Jeune Afrique*, 14 septembre. <https://www.jeuneafrique.com/264146/politique/rdc-ludps-de-tshisekedi-annonce-lechec-negociations-camp-kabila/>
- Michels, Robert. 1999. *Political Parties : A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*. Londres : Routledge.
- Omasombo, Jean et al. 2009. *Biographies des acteurs de la Troisième République*, Kinshasa & Tervuren : CEP Kinshasa, CERDAC Lubumbashi & RMCA.
- Radio Okapi. 2021. «RDC : 42 députés nationaux PPRD adhèrent 'individuellement et librement' à l'Union sacrée pour la nation». 23 janvier. <https://www.radiookapi.net/2021/01/23/actualite/politique/rdc-42-deputes-nationaux-pprd-adherent-individuellement-et-librement>.
- Radio Okapi. 2024. «A Kisangani, Félix Tshisekedi annonce l'avènement d'une Constitution adaptée en 2025». 24 octobre. <https://www.radiookapi.net/2024/10/24/emissions/dialogue-entre-congolais/kisangani-felix-tshisekedi-annonce-lavenement-dune>.
- Raeymaekers, Timothy & Koen Vlassenroot. « New political order in the DR Congo? The transformation of regulation». *Afrika Focus*, 21(2), 39-52.
- Randall, Vicky & Svåsand, Lars. 2002. « Party Institutionalization in New Democracies », in : *Party Politics*, No. 1, Vol. 8, pp. 5-29.
- Stearns, Jason. 2018. « The social rooting of the Congolese rebellions An historical approach to conflict in the Democratic Republic of the Congo ». *Afrique contemporaine*, 265(1), 11-37.
- Tull, Denis & Andreas Mehler. 2005. « The Hidden Costs of Power-Sharing: Reproducing Insurgent Violence in Africa ». *African Affairs*, 104 (416), 375-398. <https://www.jstor.org/stable/3518721>.
- Tull, Denis. 2005. *The reconfiguration of political order in Africa: a case study of North Kivu (DR Congo)*. Hambourg : Institut fiir Afrika-Kunde.
- Vlassenroot, Koen, Grégoire, Alice & Nyenyezi Bisoka, Aymar. 2023. «Observateurs internationaux et élections en République démocratique du Congo». *Commentaire*. 26 décembre. Bruxelles : Egmont Royal Institute for International Relations. <https://www.egmontinstitute.be/observateurs-internationaux-et-elections-en-republique-democratique-du-congo/>.
- Divers. 2024. «Congo (RDC) : reproduction des prédictions». *Alternatives Sud* 31(3).

# Série Insecure Livelihoods

